

Wadah Khanfar, Al-Jazeera et le triomphe de la propagande télévisuelle

par Thierry Meyssan

Al-Jazeera, la chaîne d'information qatariote qui s'est imposée en 15 ans dans le monde arabe comme une source originale d'information, s'est soudainement engagée dans une vaste opération d'intoxication visant à renverser les régimes libyen et syrien par tous les moyens. Ce revirement, démontre Thierry Meyssan, n'est pas le fruit de la conjoncture, mais a été préparé de longue date par des personnalités qui ont su cacher leurs intérêts personnels au grand public. Révélations...

RÉSEAU VOLTAIRE | BEYROUTH (LIBAN) | 23 SEPTEMBRE 2011

ITALIANO DEUTSCH ENGLISH ESPAÑOL



Wadah Khanfar

La chaîne qatariote Al-Jazeera a annoncé la démission de son directeur général, Wadah Khanfar, et son remplacement par un membre de la famille royale, cheikh Hamad Ben Jassem Al-Thani, le 20 septembre 2011.

Cheikh Hamad est un cadre de Qatargas. Il a travaillé pendant un an à Paris-La Défense au siège de Total. Il présidait par le passé le

Conseil d'administration d'Al-Jazeera.

Cette nouvelle est présentée dans la presse atlantiste de trois manières différentes : soit comme une démission forcée et une reprise en main de la chaîne par l'État, soit comme une vengeance de l'Autorité palestinienne après la diffusion des *Palestinian Papers*, soit enfin comme une conséquence des fuites de Wikileaks exposant certaines des connexions de M. Khanfar avec les États-Unis.

Si toutes ces interprétations peuvent contenir une part de vérité elles masquent la raison principale : le rôle du Qatar dans la guerre contre la Libye. Ici, un retour en arrière est nécessaire.

L'origine d'Al-Jazeera : une volonté de dialogue

Al-Jazeera a été conçu par deux personnalités franco-israéliennes, les frères David et Jean Frydman, après l'assassinat de Yitzhak Rabin, dont ils étaient proches. Selon David Frydman [1], l'objectif était de créer un média où des Israéliens et des Arabes pourraient débattre librement, échanger des arguments, et apprendre à se connaître, alors que ceci était interdit par la situation de guerre et bloquait toute perspective de paix.

Pour créer la chaîne, les frères Frydman bénéficièrent d'un concours de circonstances : la compagnie saoudienne Orbit avait conclu un accord avec la BBC pour créer un journal télévisé en arabe. Mais les exigences politiques de la monarchie absolue saoudienne se révélèrent vite incompatibles avec la liberté de travail des journalistes britanniques. L'accord fut résilié et la majorité des journalistes arabisants de la BBC se retrouvèrent au chômage. Ils furent donc récupérés pour fonder Al-Jazeera.

Les frères Frydman tenaient à ce que leur télévision soit perçue comme une chaîne arabe. Ils parvinrent à convaincre le nouvel émir de Qatar, Hamid bin Khalifa al-Thani, qui, avec l'aide de Londres et de Washington, venait de renverser son père —accusé de sentiments pro-Iraniens—. Cheikh Hamad bin-Khalifa comprit rapidement les avantages qu'il pouvait tirer à se trouver au centre

des discussions israélo-arabes, qui duraient depuis un demi-siècle déjà et s'annonçaient encore longues. Au passage, il autorisa l'ouverture à Doha d'un bureau du ministère israélien du Commerce, à défaut de pouvoir ouvrir une ambassade. Surtout, il vit l'intérêt pour le Qatar de concurrencer les riches médias saoudiens pan-arabes et de disposer d'un média qui critique tout le monde, sauf lui.

Le montage financier initial prévoyait à la fois une mise de fonds des frères Frydman et un prêt de l'émir de 150 millions de dollars sur 5 ans. C'est le boycott des annonceurs organisé par l'Arabie saoudite et l'absence de revenus significatifs de la publicité qui a conduit à modifier le schéma initial. En définitive, l'émir est devenu le bailleur de fonds de la chaîne et donc son commanditaire.

Des journalistes exemplaires

Durant des années, l'audience d'Al-Jazeera a été tirée par son pluralisme interne. La chaîne s'enorgueillissait de laisser dire une chose et son contraire. Sa prétention n'était pas de dire la vérité, mais de la faire surgir du débat. Son émission phare, le talk show de l'iconoclaste Faisal al-Qassem, intitulé « L'Opinion contraire », se régala à bousculer les préjugés. Chacun pouvait trouver des motifs de se réjouir de certains programmes et d'en déplorer d'autres. Peu importe, ce bouillonnement interne a eu raison du monolithisme de ses concurrents et a bouleversé le paysage audiovisuel arabe.

Le rôle héroïque des reporters d'Al-Jazeera en Afghanistan et durant la troisième guerre du Golfe, en 2003, et leur travail exemplaire contrastant avec la propagande des chaînes satellitaires pro-US, transforma l'image de la chaîne d'une station polémique en média de référence. Ses journalistes payèrent au prix fort leur courage : George W. Bush hésita à bombarder les studios de Doha, mais fit assassiner Tareq Ayyoub [2], arrêter Tayseer Alouni [3] et incarcérer Sami el-Hajj à Guantanamo [4].

La réorganisation de 2005

Cependant les meilleures choses ont une fin. En 2004–05, après le décès de David Frydman, l'émir décida de réorganiser complètement Al-Jazeera et de créer de nouveaux canaux, dont Al-Jazeera English, alors que le marché mondial se transformait et que tous les grands États se dotaient de chaînes d'information satellitaires. Il s'agissait clairement d'abandonner l'effervescence et les provocations du début, de capitaliser une audience atteignant désormais les 50 millions de téléspectateurs, pour se positionner comme un acteur du monde globalisé.

Cheikh Hamad bin-Khalifa fit appel à un cabinet international qui lui avait dispensé une formation personnelle en communication. JTrack s'était spécialisé dans l'entraînement des leaders arabes et d'Asie du Sud-Est pour leur apprendre à parler le langage de Davos : comment donner aux Occidentaux l'image qu'ils ont envie de voir. Du Maroc à Singapour, JTrack a ainsi formé la plupart des responsables politiques soutenus par les États-Unis et Israël —souvent de simples fantoches héréditaires— pour en faire des personnalités médiatiquement respectables. L'important n'est pas qu'ils aient quelque chose à dire, mais qu'ils sachent manier la langue de bois globale.

Toutefois, le Pdg de JTrack, ayant été appelé à de hautes fonctions gouvernementales en Afrique du Nord, il dût se retirer avant d'avoir achevé la transformation du Al-Jazeera Group. Il confia la suite des opérations à un ancien journaliste de Voice of America qui travaillait depuis plusieurs années déjà pour la chaîne qatariote et appartenait à la même confrérie musulmane que lui : Wadah Khanfar.

À la fois professionnellement compétent et politiquement sûr, M. Khanfar s'attacha à donner une couleur idéologique à Al-Jazeera. Tout en donnant la parole à Mohamed Hassanein Heikal, l'ancien porte-parole de Nasser, il fit de cheikh Yusuf al-Qaradawi —qui avait été déchu de sa nationalité égyptienne par Nasser— le « conseiller spirituel » de la chaîne.

Le virage de 2011

C'est avec les révolutions en Afrique du Nord et dans la péninsule arabique que Wadah Khanfar a brutalement modifié la ligne éditoriale de sa rédaction. Le Groupe a joué un rôle central dans l'accréditation du mythe du « *printemps arabe* » : les peuples, avides de vivre à l'occidentale, se seraient soulevés pour renverser des dictateurs et adopter des démocraties parlementaires. Rien ne distinguerait les événements de Tunisie et d'Égypte, de ceux de Libye et de Syrie. Quant aux mouvements du Yémen et de Bahreïn, ils n'intéresseraient pas les téléspectateurs.

En réalité, les Anglo-Saxons se sont efforcés de surfer sur des révoltes populaires pour rejouer le vieil air du « *printemps arabe* » qu'ils avaient organisé dans les années 1920 pour s'emparer des anciennes provinces ottomanes et y installer des démocraties parlementaires fantoches sous contrôle mandataire. Al-Jazeera a donc accompagné les révoltes tunisienne et égyptienne pour écarter la tentation révolutionnaire et légitimer de nouveaux gouvernements favorables aux États-Unis et à Israël. En Égypte, il s'est même agi d'une véritable récupération au profit d'une seule composante de la contestation : les Frères musulmans, représentés par le prêcheur star de la chaîne... cheikh Yusuf al-Qaradawi.

Indignés par cette nouvelle ligne éditoriale et par le recours de plus en plus fréquent au mensonge [5], certains journalistes comme Ghassan Ben Jedo claquent la porte.

Qui tire les ficelles de l'info ?

Quoi qu'il en soit, il faut attendre l'épisode libyen pour que les masques tombent. En effet, le patron de JTrack et mentor de Wadah Kanfhar n'est autre que Mahmoud Jibril (le "J" de "JTrack", c'est "Jibril"). Ce manager aimable, brillant et creux, avait été conseillé à Mouammar Kadhafi par ses nouveaux amis états-uniens pour piloter l'ouverture économique de la Libye après la normalisation de ses relations diplomatiques. Sous le contrôle de Saif el-Islam Kadhafi, il avait été nommé à la fois ministre du Plan

et directeur de l'Autorité de développement, devenant *de facto* le numéro 2 du gouvernement, et ayant autorité sur les autres ministres. Il mena au pas de charge la dérégulation de cette économie socialiste et la privatisation de ses entreprises publiques.

À travers l'activité de formation de JTrack, Mahmoud Jibril avait noué des relations personnelles avec presque tous les dirigeants arabes et d'Asie du Sud-Est. Il disposait de bureaux à Bahreïn et à Singapour. M. Jibril avait aussi créé des sociétés de négoce, dont une chargée du commerce du bois de Malaisie et d'Australie avec son ami français Bernard-Henri Lévy.



Mahmoud Jibril avec son ami et partenaire en affaires Bernard-Henri Lévy, dans Tripoli conquise.

Mahmoud Jibril avait suivi ses premières études universitaires au Caire. Il y avait fait la connaissance de la fille d'un des ministres de Nasser et l'avait épousée. Il avait poursuivi ses études aux États-Unis, où il avait adopté les thèses libertariennes qu'il essaya d'introduire dans l'idéologie anarchiste d'el-Kadhafi. Surtout, M. Jibril avait rejoint la confrérie des Frères musulmans en Libye. C'est à ce titre qu'il avait placé les Frères Wadah Kanfhar et Yusuf al-Qaradawi à Al-Jazeera.

Durant le premier semestre 2011, la chaîne qatariote est devenue l'instrument privilégié de la propagande pro-occidentale : elle a nié autant que possible l'aspect anti-impérialiste et anti-sioniste des révolutions arabes et a choisi dans chaque pays les protagonistes qu'elle soutenait et ceux qu'elle conspuait. Sans surprise, elle a soutenu le roi de Bahreïn —un élève de Mahmoud Jibril— qui faisait tirer sur la foule, tandis que cheikh al-Qaradawi appelait à l'antenne au Jihad contre el-Khadafi et el-Assad, accusés mensongèrement de massacrer leur propre peuple.

M. Jibril étant devenu le Premier ministre du gouvernement rebelle libyen, le sommet de la mauvaise foi aura été atteint avec la construction dans des studios à Doha de répliques de la Place verte et de Bab el-Azizia où furent tournées de fausses images de l'entrée des « rebelles » pro-US dans Tripoli. Que n'ai-je lu comme insultes lorsque j'ai annoncé cette manipulation dans les colonnes

de Voltaire.net.org ! Pourtant Al-Jazeera et Sky News diffusèrent ces fausses images le second jour de la bataille de Tripoli, semant le désarroi parmi la population libyenne. Ce ne fut en réalité que trois jours plus tard que les « rebelles » —presque exclusivement les Misrata— entrèrent dans Tripoli dévastée par les bombardements de l'OTAN.

Il en va de même avec l'annonce par Al-Jazeera de l'arrestation de Saif el-Islam Kadhafi et de la confirmation de cette capture par le procureur de la Cour pénale internationale Luis Moreno-Ocampo. Je fus le premier, sur les ondes de Russia Today, à démentir cette intoxication. Et là encore, je fus l'objet de quolibets dans certains journaux jusqu'à ce que Saif el-Islam vienne réveiller en personne les journalistes enfermés au Rixos et les conduise sur la vraie place Bal el-Azizia.

Interrogé sur ces mensonges par le canal arabe de France24, le président du Conseil national de transition (CNT), Mustafa Abdul Jalil revendiqua une ruse de guerre et se réjouit d'avoir ainsi accéléré la chute de la Jamahiriya.

Quel avenir pour Al-Jazeera ?

Le détournement d'Al-Jazeera en instrument de propagande pour la recolonisation de la Libye ne s'est pas fait à l'insu de l'émir de Qatar, mais sous sa houlette. C'est le Conseil de coopération du Golfe qui, le premier, a appelé une intervention armée en Libye. Le Qatar a été le premier membre arabe du Groupe de contact. Il a acheminé des armes pour les « rebelles » libyens, puis a envoyé son armée au sol, notamment lors de la bataille de Tripoli. En échange, il a obtenu le privilège de contrôler tout le commerce des hydrocarbures effectué au nom du Conseil national de transition.

Il est encore trop tôt pour savoir si la démission de Wadah Khanfar marque la fin de sa mission au Qatar, ou si elle annonce une volonté de la chaîne de retrouver la crédibilité qu'elle avait mis 15 ans à gagner et 6 mois à perdre.

Thierry Meyssan

[1] Cf. entretiens avec l'auteur.

[2] « **La guerre contre Al-Jazeera** », article de Dima Tareq Tahboub résumé dans notre ancienne rubrique « Tribunes et décryptages », *Réseau Voltaire*, 6 octobre 2003.

[3] « **La presse arabe dans la ligne de tir** », *Réseau Voltaire*, 15 septembre 2003.

[4] Voir notre dossier **Sami el-Hajj**.

[5] Par exemple : « **Al-Jazeera met en scène une manifestation monstre à Moscou contre Bachar el-Assad** », *Réseau Voltaire*, 2 mai 2011.

Source : « Wadah Khanfar, Al-Jazeera et le triomphe de la propagande télévisuelle », par Thierry Meyssan, *Réseau Voltaire*, 23 septembre 2011, www.voltairenet.org/a171460